

ALORS QUE SELLAL SE PRÉSENTERA BIENTÔT DEVANT L'APN

# Le gouvernement ne changera pas

**Abdelmalek Sellal a repris officiellement ses fonctions de Premier ministre, hier mardi après avoir été reconduit, lundi, à l'issue de la cérémonie d'investiture de Abdelaziz Bouteflika. Sitôt réinstallé, Sellal a adressé, courant la journée d'hier, deux correspondances distinctes à l'ensemble des membres de son gouvernement, avons-nous appris de source sûre.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - La première est une invitation pour assister à la finale de la Coupe d'Algérie, demain jeudi, qui opposera la JS Kabylie au MC Alger au stade Tchaker de Blida. Quant à la deuxième, elle consiste en une injonction de «vouloir présenter le plan d'action de votre secteur avant vendredi 2 mai 2014».

Chaque ministre est ainsi tenu d'établir un plan d'action exhaustif du secteur qu'il dirige et l'adresser dans les meilleurs délais aux services du Premier ministre.

«Abdelmalek Sellal doit préparer à son tour, rapidement, le plan d'action du gouvernement qu'il présentera au Parlement dans les tout prochains jours», selon la même source.

En fait de plan d'action, chaque secteur doit ainsi faire le bilan du plan précédent pour établir un nouveau programme du gouvernement. «Il est impératif de s'arrêter sur l'état d'avancement des projets précédemment lancés avant d'en inscrire d'autres. C'est aussi en fonction de tout cela que l'on fixera les priorités dans le nouveau programme qui doit tenir compte de tous les engagements de campagne du Président», nous explique encore notre source. Cela signifie, par ailleurs, que l'ensemble du gouvernement est reconduit.

«Le Président Bouteflika a reçu longuement Sellal, lundi en fin de journée. C'est au cours de cette audience que tout s'était décidé, bien sûr». Il va de soi que



Photo : Samir sid

**La révision de la Constitution, premier chantier de Bouteflika.**

Abdelaziz Bouteflika aura, comme à son habitude, préféré temporiser. Comme nous l'annoncions dans l'une de nos précédentes éditions, il maintiendra la même équipe gouvernementale pour plusieurs raisons.

D'abord, il y a ces échéances classiques qui sont si proches : la préparation des examens du bac, le mois de Ramadhan, voire même cette année, la Coupe du monde de football qui concerne plusieurs secteurs ministériels, la

rentrée sociale mais aussi, et surtout, la révision de la Constitution. C'est le premier chantier que Bouteflika s'était engagé à lancer avec, avait-il bien précisé, une large consultation préalable de l'ensemble de la classe politique, du mouvement associatif, des personnalités nationales, etc.

L'autre raison de la reconduction du même exécutif ce sont, sans doute, nous expliquent des sources crédibles, les très nombreuses attentes d'un renvoi d'ascenseur de tous ceux qui avaient mené campagne en faveur du quatrième mandat.

«Bouteflika a toujours agi ainsi. Il l'a fait en 2009, et même, rappelez-vous, en 1999 lorsque il avait gardé le gouvernement qu'il avait hérité de Liamine Zeroual pendant... huit mois».

Cela étant, une autre raison est derrière cette temporisation : des négociations sont en cours avec certains partis pour intégrer le gouvernement.

K. A.

LETTRE DE BARAKAT POUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE 88

## Le Conseil constitutionnel refuse d'accuser réception

**Encore une fois, le mouvement Barakat a tenté vainement de remettre une lettre au président du Conseil constitutionnel, Mourad Medelci, pour l'application de l'article 88 de la Constitution et déclarer l'état d'empêchement d'Abdelaziz Bouteflika d'exercer ses fonctions présidentielles.**

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** - En se rendant hier, vers 11h, au siège de la première institution chargée de veiller au respect de la Constitution, les six membres et représentants du mouvement Barakat ont eu droit à un accueil policier, 300 mètres avant l'arrivée à destination.

«Interdiction d'avancer. Restez là et nous allons transmettre l'objet de votre visite à qui de droit», ont lancé les policiers d'accueil, selon M<sup>e</sup> Abdelghani Badi et Idir Tazerout, membres de la coordination nationale du mouvement Barakat. Ce n'est qu'une demi-heure plus tard, selon



Photo : Samir sid

**Le mouvement Barakat empêché d'accéder au Conseil constitutionnel.**

les mêmes sources, qu'une réponse leur est communiquée : «vous êtes priés de rebrousser chemin. Vous pouvez toujours

transmettre votre lettre par poste». Ce qui a fait réagir les membres de la délégation. «C'est un comportement incivil et cette

institution n'est pas la propriété privée d'une poignée de personnes, mais de tout un peuple qui a le droit de prendre attache avec elle », s'indigne M<sup>e</sup> Abdelghani Badi.

De son côté, Idir Tazerout a dénoncé la «énième trahison du Conseil constitutionnel envers un peuple, d'abord en avalisant la candidature d'un président malade et usé, donc incapable de gouverner, et ensuite le refus de recevoir de jeunes citoyens algériens et prendre acte de leurs doléances, dans un mépris total des lois de la République».

Il sera relayé par un autre membre de Barakat qui signale qu'en accédant au site internet du Conseil constitutionnel algérien, il est indiqué en caractère gras sur la page d'accueil : «Les citoyens sont égaux devant la loi, sans que puisse prévaloir aucune discrimination pour cause de naissance, de race, de sexe, d'opinion ou de toute autre condition de circonstance personnelle ou sociale».

M. M.

GHARDAÏA

## Le conflit intercommunautaire gagne les écoles

**La communauté mozabite, qui estime que ses enfants sont marginalisés, a retiré l'ensemble de ses enfants des écoles à Ghardaïa. Le conflit intercommunautaire gagne les écoles à Ghardaïa.**

Les Mozabites ont retiré hier leurs enfants de l'ensemble des écoles de la ville pour protester contre «la marginalisation».

Selon Khoudir Babaz, membre de la cellule de suivi et de coordination des Mozabites, «beaucoup d'enseignants chaâmbis stigmatisent, intimident et s'acharnent sur les élèves mozabites».

Cette situation, précise-t-il, ne date pas d'aujourd'hui, mais il se

trouve, poursuit-il, que «cette fois-ci les choses sont arrivées à un point de non retour».

Il cite en guise d'exemple l'hostilité de certains enseignants par rapport à la tenue vestimentaire mozabite que portent les élèves.

Ainsi, les élèves mozabites de Ghardaïa, qui ont souffert cette année de plusieurs arrêts scolaires forcés, en raison des violences qui ont secoué leur ville,

se retrouvent encore une fois face à cette situation dramatique, à un mois de la fin de l'année scolaire. «C'est toujours notre communauté qui paie les pots cassés, mais cette fois-ci on joue carrément avec l'avenir de nos enfants. Il y a comme une volonté de nous pousser dans nos retranchements et nous isoler», s'indigne Khoudir Babaz tout en insistant sur le fait que la cellule de suivi et de coordination des Mozabites ne restera pas les bras croisés face à «ce genre de comportement malsain».

M. M.



Photo : DF

**Les enfants pénalisés.**